

LÉGATION DE SUISSE

EN

ESPAGNE

—:—

P. 15/I.R.P. No. 13.

Madrid, le 17 juillet 1950.

Confidentiel.

Monsieur le Président de la Confédération,

J'ai l'honneur de vous donner dans le présent rapport quelques renseignements sur:

Le 14ème anniversaire du Mouvement national déclenché le 18 juillet 1936;

certains aspects financiers des rapports de l'Espagne avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne occidentale.

A la veille du 14ème anniversaire du Mouvement qu'il a déclenché et qui a dégénéré en guerre civile le 18 juillet 1936, les bruits qui circulent toujours à cette époque sur les vellétés du Général Franco de remanier son Cabinet ne semblent pas se confirmer, peut-être comme conséquence de l'affaire de Corée qui pourrait faire anticiper la réunion de l'Assemblée des Nations Unies et exercer une influence sur l'attitude de quelques pays à l'égard de l'Espagne et probablement sur l'annulation de la décision comportant le retrait des Ambassadeurs.

La presse espagnole recueille avec beaucoup de complaisance les manifestations d'hommes politiques de tous les pays qui, à l'occasion de la guerre de Corée considèrent indispensable l'inclusion de l'Espagne dans le Plan de défense européen et les déclarations favorables du Général de Gaulle ont été particulièrement soulignées, en observant toutefois

Monsieur Max PETITPIERRE,
Président de la Confédération Suisse,
Chef du Département Politique fédéral,

B e r n e .

que si l'Espagne est bonne à se battre pour l'Europe, elle doit aussi être bonne pour recevoir l'aide économique et les appuis financiers pour la renforcer. Mais à cet égard, les cercles dirigeants de l'étranger paraissent encore nourrir des préventions tenaces contre l'Espagne: en France surtout, on ne croit pas à la possibilité d'un apport positif de l'Espagne à la défense militaire et au développement économique du Continent. Ses effectifs militaires, (évalués à environ 600.000 hommes y compris les troupes du Maroc), efficaces pour la défense du territoire éminent perdraient une grande partie de leur efficacité dans une guerre moderne pour laquelle ils n'ont aucun entraînement et armement spécial et pourraient même constituer un élément de trouble dans l'armée alliée, comme ce fut le cas pour la Division Bleue dans le système militaire allemand et pour les formations espagnoles au sein des forces de la Résistance française.

Quant à l'aide économique, selon les mêmes sources, elle serait absorbée d'une manière exclusive par les nécessités intérieures d'élever le niveau de la vie de la population espagnole, en pleine croissance, sans aucune possibilité d'améliorer sa balance des inter-échanges avec le reste du Continent.

On observe que le Département d'Etat américain a bloqué l'envoi des armes aux pays de l'Amérique Latine pour la défense de l'hémisphère, en estimant que la disponibilité d'un armement moderne provoquerait des guerres civiles, au lieu de les supprimer. Les espoirs des pays sud-américains sont placés dans le Pentagone ou Commandement militaire américain, qui favorise l'envoi d'armes au prix d'accords pour la livraison de matériaux stratégiques en cas de guerre. Un observateur du Royal Institute of International Affairs de Londres arrive à des conclusions semblables et soutient que l'Espagne est psychologiquement beaucoup plus mûre pour s'appuyer sur l'Amérique que sur l'Europe et il prévoit que les Etats-Unis finiront par accorder à l'Espagne une aide économique bien qu'il laisse

entendre que probablement ils exigeront la libéralisation du régime. D'une part les Etats-Unis, après l'expérience de la Chine nationale, se méfieraient des régimes exclusivement militaires et d'autre part ils craindraient la constitution en Espagne d'un régime pareil à celui de Tito en Yougoslavie - tout en demeurant anti-communiste et anti-soviétique - spécialement sous l'aspect de la subordination au contrôle militaire de toute l'activité économique, comme c'est déjà partiellement le cas avec la création de l'Institut National de l'Industrie.

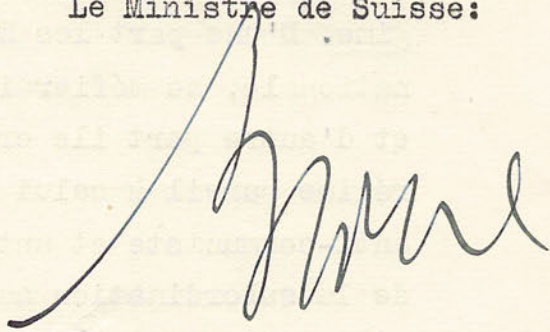
L'inclusion du Portugal dans le Pacte Atlantique cause quelque préoccupation dans le pays voisin, surtout au sujet de la situation des Iles Açores. On craindrait qu'en cas d'un nouveau conflit le Portugal ne pourrait pas continuer à garder sa neutralité.

Le Président de l'Atlas Corporation, M. Flowd Odlum, accompagné de sa femme, l'aviatrice Jacqueline Croham, est venu à Madrid pour arrêter l'emploi d'un montant en pesetas provenant de la vente de 42 avions de reconnaissance et d'entraînement qu'il a faite à l'Espagne. M. Odlum a été reçu par le Caudillo et l'on pense qu'il cherchera à acheter des participations dans l'industrie espagnole avec la somme considérable de pesetas qu'il va encaisser. Ces 42 avions ont déjà été embarqués à San Diego et sont en route pour l'Espagne.

Les divergences qui existent actuellement entre l'Espagne et l'Allemagne occidentale ont été mises en évidence dans un article publié par l'ancien Ambassadeur allemand à Madrid pendant la guerre, M. Dieckhoff, dans une revue allemande dans laquelle il critique les expropriations de biens allemands par l'Espagne, en contestant que l'Espagne fût créancière. Dans une lettre séparée à M. le Ministre Stucki et dans de nombreuses lettres antérieures, je le tiens au courant de toute la procédure accélérée que l'Espagne semble adopter pour exécuter les sentences d'expropriation des biens allemands dans le pays, et notamment par la vente d'actions et de capitaux de très nombreuses sociétés allemandes, les collèges allemands ayant été eux-mêmes expropriés et attribués au Ministère de l'Education Nationale espagnol.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la
Confédération, les assurances de ma plus haute considération.

Le Ministre de Suisse:

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the typed name 'Le Ministre de Suisse:'. The signature is cursive and appears to be 'M. de Moynat'.